



## ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

#### Maintenance préventive et curative des installations et réseaux de distribution de gaz et de détection de gaz

N° du CCAP : 2025T144

**Etablissement(s) du GHT Alpes Dauphiné concerné(s) par le présent contrat :**

- ☒ Centre Hospitalier Universitaire Grenoble Alpes (dont l'Hôpital de Voiron depuis le 01/01/2020)
- ☐ Centre Hospitalier Alpes-Isère
- ☒ Centre Hospitalier Fabrice Marchiol - La Mure
- ☒ Centre Hospitalier de Rives
- ☒ Centre Hospitalier Gériatrique de Saint Geoire en Valdaine
- ☒ Centre Hospitalier de Saint Laurent du Pont
- ☒ Centre Hospitalier Michel Perret - Tullins
- ☐ Centre Hospitalier Rhumatologique d'Uriage

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Etendue de la consultation et type de contrat .....	4
1.3 - Dispositions générales .....	5
1.4 - Réalisation de prestations similaires.....	7
2 - Pièces contractuelles .....	7
3 - Durée et délais d'exécution de l'accord-cadre .....	8
3.1 - Durée de l'accord-cadre.....	8
3.2 - Délais d'exécution.....	8
3.3 - Prolongation des délais.....	8
4 - Prix.....	9
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	9
4.2 - Modalités de variation des prix .....	9
4.3 - Clauses de réexamen .....	10
4.3.1 – Evolution du périmètre.....	10
4.3.2 - Clause de variation économique exceptionnelle et circonstances imprévisibles .....	10
4.3.3- Changement affectant le titulaire en cours d'exécution .....	11
4.3.4 – Ajout d'établissement membre en cours d'exécution.....	12
4.3.5 – Disparition d'un indice de révision des prix.....	12
5 - Garanties financières .....	12
6 - Avance .....	12
6.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	12
6.2 - Garanties financières de l'avance .....	13
Article 7 – Modalités de règlement des comptes .....	13
7.1 – Acomptes et paiements partiels définitifs .....	13
7.2 – Présentation des demandes de paiement .....	13
7.3 – Facturation électronique.....	13
7.4 – Délai global de paiement .....	14
7.5 – Paiement des cotraitants .....	14
8 - Conditions d'exécution des prestations.....	15
8.1 - Adresses d'exécution .....	15
8.2 - Horaires et modalités d'intervention .....	15
8.3- Rapports de maintenance.....	15
8.4 - Personnel du titulaire .....	15
8.5 - Devoir de conseil.....	16
8.6 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	16
8.7 - Organisation de la continuité en cas de changement de prestataire .....	16
8.8 - Clause de sortie.....	16
8.9 - Traitement des données à caractère personnel.....	16
9 - Constatation de l'exécution des prestations .....	18
9.1 - Vérifications .....	18
9.2 - Décision après vérification.....	18
10 - Garantie des prestations.....	18
11 - Pénalités.....	18
11.1 - Pénalités pour retard .....	18
11.2 - Pénalités de retard pour défaut de présentation des documents .....	19
11.3 - Pénalité pour travail dissimulé .....	19
11.4 - Pénalité pour non déclaration de sous-traitants.....	19

12 - Exécution aux frais et risques du titulaire .....	19
13 - Assurances .....	19
14 - Résiliation du contrat.....	20
14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	20
14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	20
15 - Règlement des litiges et langues .....	20
16 - Promotion du développement durable .....	21
17 – Mode de transport dans la métropole grenobloise en raison de la mise en place de la ZFE....	22
18 - Dérogations.....	23

## Préambule

Les Groupements Hospitaliers de Territoires (GHT) ont été créés par l'article 107 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 relative à la modernisation de notre système de santé et le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire.

Le GHT Alpes Dauphiné a été officialisé par la signature de sa convention constitutive le 1er juillet 2016.

A ce titre, le Centre Hospitalier Universitaire Grenoble Alpes (CHUGA) agit en qualité d'établissement support du GHT Alpes Dauphiné.

Ainsi, en phase de passation du contrat, il constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques.

En phase d'exécution du contrat :

Le CHUGA assure la gestion contractuelle de l'ensemble des besoins ;

Les établissements membres assurent, chacun pour la part du contrat qui les concerne, l'exécution du contrat (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, règlement des factures, mise en œuvre des pénalités...).

Il en découle que la notion de pouvoir adjudicateur telle que définie à l'article L. 1211-1 du code de la commande publique renvoie soit à l'établissement support du GHT Alpes Dauphiné, soit à l'établissement membre du GHT Alpes Dauphiné concerné par le contrat pour chacune des missions qui les concerne.

NOTA : Le CHU Grenoble Alpes et le CH de Voiron ont fusionné le 1er janvier 2020. Depuis cette date, ces deux établissements forment une seule et même entité (l'Hôpital de Voiron est devenu un site du CHUGA Grenoble Alpes).

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) visent à couvrir les prestations suivantes :

**Maintenance préventive et curative des installations et réseaux de distribution de gaz et de détection de gaz**

**Lieux d'exécution :**

- CHU Grenoble Alpes (38700 La Tronche, 38130 Echirolles, 38500 Voiron, et sites annexes)
- CH Rives (38140 RIVES-SUR-FURE)
- CH La Mure (38350 LA MURE)
- CH Saint Laurent du Pont (38380 SAINT LAURENT DU PONT)
- CH de Saint Geoire en Valdaine (38620 ST GEOIRE EN VALDAINE)
- CH de Tullins (38120 TULLINS)

Pour plus de détails, se référer à l'annexe n°1 au CCAP et à l'article 4 du CCTP.

### 1.2 - Etendue de la consultation et type de contrat

La présente consultation est passée en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 relatif aux accords-cadres et R. 2162-13 et R. 2162-14 relatifs aux bons de commande en application du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans montant minimum avec un montant maximum de 3 500 000 euros H.T. sur la durée totale du contrat.

Conditions d'émission des bons de commande :

Les bons de commande seront notifiés par chacun des établissements membres concernés par le présent contrat au fur et à mesure de leur besoin et ce jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre à bons de commande.

Par conséquent, un bon de commande émis en fin d'accord-cadre pourra voir son exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre.

Pour la maintenance préventive, les bons de commande seront annuels en fonction de la définition du planning d'intervention proposé par le titulaire.

- Pour la maintenance type corrective (intervention, exclusion de pièces, ...) : au fur et à mesure des besoins.

Les mentions devant notamment figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro de l'accord-cadre à bons de commande ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant au titulaire pour formuler ses observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur de l'établissement support ou des établissements membres de l'accord-cadre en ce qui les concerne pourront être honorés par le titulaire, par dérogation à l'article 3.7 du CCAG-FCS.

### 1.3 - Dispositions générales

#### **Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail :**

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

En application du code du travail, avant la notification du contrat puis tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur les documents mentionnés aux articles :

- D.8222-5 (K-bis, URSSAF, ...),
- D.8222-7 pour les entreprises établies à l'étranger,
- Le cas échéant, D.8254-2 (liste nominative des travailleurs étrangers employés),
- Le cas échéant, R.1263-12 (accusé de réception de la déclaration de détachement, attestation sur l'honneur d'acquittement de l'amende liée aux salariés détachés).

Par ailleurs, en vue de la lutte contre le travail dissimulé, dans le cas où le pouvoir adjudicateur est informé par un agent de l'inspection du travail que le titulaire du contrat ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur met alors en demeure l'entreprise de faire cesser sans délai cette situation. Le titulaire, ainsi mis en demeure, apporte au pouvoir adjudicateur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

#### **Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers :**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord cadre sont rédigées en français.

Si l'opérateur économique est établi à l'étranger sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA :

- L'opérateur économique étranger implanté dans un état de l'Union Européenne doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur de chaque établissement

membre du GHT concerné par le présent contrat et mentionner les dispositions du Code général des impôts justifiant que la taxe n'est pas collectée par l'opérateur économique ;

- L'opérateur économique étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions du Code Général des Impôts, s'il en est redevable en application du code général des impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi à l'opérateur économique à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le pouvoir adjudicateur de chaque établissement membre du GHT concerné par le présent contrat.

La monnaie de compte de l'accord-cadre à bons de commande est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles L 2193-4 et suivants du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord-cadre à bons de commande N° ..... du ..... ayant pour objet .....

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance. Mes demandes de paiement sont libellées en euro et soumises aux modalités de visées par le présent CCAP.

Leur prix reste inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français ».

**Désignation de sous-traitants (possible uniquement pour les prestations de services et de travaux de pose ou d'installation) :**

- **Habilitation :**

Le titulaire est habilité à sous-traiter ses ouvrages, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante doit obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur de l'établissement support du GHT Alpes Dauphiné.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché public selon les modalités définies aux articles L. 2193-4 du Code la commande publique et suivants et à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

Toute sous-traitance occulte peut-être sanctionnée par la résiliation de l'accord cadre aux frais et risques du titulaire (article 45 du CCAG-FCS).

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

- **Désignation de sous-traitants en cours d'accord cadre :**

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur de l'établissement support du GHT Alpes Dauphiné, le sous-traitant et par le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance ; si cet opérateur économique titulaire est un cotraitant, l'acte spécial est contresigné par le mandataire des opérateurs économiques titulaires groupés.

**Déontologie, prévention des risques de corruption et de conflits d'intérêts**

Durant l'exécution du contrat, le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

#### 1.4 - Réalisation de prestations similaires

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, l'établissement support du GHT Alpes Dauphiné se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre et sans dépasser le montant maximum alloué au présent contrat.

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre et leur dénomination sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
  - Annexe n°1 : « Factures et livraison et répartition des actions entre les établissements du GHT » ;
  - Annexe n°2 : « RGPD - Guide du sous-traitant »
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles ;
- Le cas échéant, les réponses aux questions des candidats lors de la consultation ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'extrait catalogue tarifé du titulaire relatif aux pièces détachées nécessaires à la maintenance des réseaux de distribution de gaz médicaux et gaz naturel ;
- Les dispositions du mémoire technique du titulaire qui ne contredisent pas les dispositions des pièces de l'accord-cadre ;
- Les rapports de vérification de bon fonctionnement, d'entretien préventif, et d'intervention ;
- Le plan de prévention annuel ;
- Les normes françaises homologuées et celles applicables en vertu des accords internationaux, y compris le règlement européen sur la protection des données (RGPD) du 25/05/2018.

Dans la mesure où une nouvelle réglementation intervient en cours d'exécution de l'accord-cadre, celle-ci se voit directement appliquée à l'accord-cadre à bons de commande dès sa promulgation. Le titulaire doit donc apporter toutes les garanties de sa capacité à se mettre en conformité avec toute évolution sans modification du coût de l'accord-cadre.

Les prescriptions définies au présent contrat annulent tout effet des clauses, conditions générales de ventes et conditions particulières techniques ou commerciales que le titulaire inclurait dans ses devis, notes écrites. Seules les dispositions du code de la commande publique et les documents énoncés ci-avant le sont.

Il appartiendra au titulaire de signaler avant la signature du contrat les omissions, les imprécisions ou les contradictions qu'il aurait pu relever dans les documents fournis et demander les éclaircissements nécessaires. Par conséquent, le titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune erreur ou omission susceptible d'être relevée dans les pièces de l'accord-cadre pour refuser l'exécution des prestations, justifier un mauvais fonctionnement ou prétendre à une augmentation.

**Le Dossier de Consultation et les pièces constitutives de l'accord-cadre à bons de commandes conservés dans les archives de l'établissement support font seuls foi.**

### 3 - Durée et délais d'exécution de l'accord-cadre

#### 3.1 - Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 48 mois à compter du 01/01/2026 (ou à défaut de sa date de notification si cette dernière est postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2026).  
Une période de mise en place aura lieu conformément au CCTP.

#### 3.2 - Délais d'exécution

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande, transmis par tout moyen (avec date certaine de réception).

Le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

A noter que les prestations pour le CH de Saint-Geoire en Valdaine débuteront à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2027 et à compter du 1<sup>er</sup> avril 2027 pour le CH de Tullins.

En cas de demande d'intervention réalisée par appel téléphonique ou téléalarme, le délai d'exécution commence à courir à compter dudit appel ou du déclenchement de la téléalarme.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre à bons de commande et notamment aux délais fixés dans le CCTP.

- Maintenance préventive:

Les dates et heures des visites sont fixées d'un commun accord avec le responsable technique du site et sont confirmées par le titulaire, conformément au CCTP.

- Maintenance corrective:

Les délais d'intervention en cas de panne sont précisés à l'article 9 du CCTP.

A défaut de respect des délais susvisés, le titulaire s'expose aux pénalités prévues à l'article 11 du présent document.

#### 3.3 - Prolongation des délais

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter les prestations dans les délais d'exécution convenus, le titulaire doit avertir le représentant de l'établissement membre au plus tôt et préciser les causes faisant obstacle à l'exécution de la prestation dans les délais et conditions précisés à l'article 13.3.2 à 13.3.4 du CCAG-FCS.

Si la prolongation est compatible avec les impératifs de l'établissement membre du GHT, ce délai peut être accepté.

En cas contraire, si les impératifs de l'établissement membre ne lui permettent pas d'attendre, il est en mesure d'appliquer des pénalités conformément à l'article 11 du présent document.

En outre, le pouvoir adjudicateur peut mettre en œuvre la clause d'exécution par défaut conformément à l'article 12 du présent document.



Aucune demande de prolongation de délai ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel, éventuellement déjà prolongé.

## 4 - Prix

### 4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

**Les prix rémunérant le titulaire sont, conformément aux dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, réputés comprendre notamment toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG-FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.**

**Ils prennent en compte également, le respect des données personnelles conformément au règlement européen sur la protection des données (RGPD) du 25 mai 2018.**

Il est fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf dispositions réglementaires contraires.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG-FCS, les prix à payer sont ceux applicables à la date d'engagement de la commande.

Les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre sont réglées par prix forfaitaires et unitaires conformément aux stipulations des pièces du présent accord-cadre.

Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

- **Prestations à prix forfaitaires**

Le coût de la maintenance préventive annuelle est rémunéré par application du prix forfaitaire indiqué au bordereau des prix.

Ce prix inclut tous les frais liés à la réalisation de cette maintenance, y compris main d'œuvre, transport, déplacement, hébergement, petites fournitures (<40€ TTC) et autres frais prévus dans le CCTP.

- **Prestations à prix unitaires :**

Le coût d'intervention de la maintenance corrective est rémunéré par application, aux quantités réellement exécutées, du tarif horaire de main d'œuvre (incluant les charges, taxes et frais de déplacement).

Pour toute demande d'intervention, le titulaire est tenu d'établir et de présenter au responsable technique du site un devis préalable à l'établissement de la commande. Ce devis comportera obligatoirement le prix des prestations, détaillé selon les références des prix du bordereau de prix de l'accord-cadre.

Les pièces détachées d'un montant supérieur à 40 € TTC dans le cadre de la maintenance préventive et sans condition de montant dans le cadre de la maintenance corrective sont rémunérées comme suit :

- Les pièces détachées sont rémunérées par application du tarif public fournisseur affecté de la remise indiquée au bordereau des prix : le titulaire doit annexer à sa facture la copie de l'extrait catalogue correspondant ou indiquer avec précision les références au catalogue (numéro de page, article...).
- S'il n'existe pas de tarif public pour la pièce, le prix de la pièce sera affecté du taux de majoration prévu au bordereau des prix : le titulaire doit annexer à sa facture celle du fournisseur.

### 4.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre à bons de commande sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des plis (septembre 2025) ; ce mois est appelé « mois zéro ».

- **Modalités de variation des prix unitaires et forfaitaires :**

Les prix sont fermes pour la première année d'exécution de la prestation, puis révisibles annuellement à chaque échéance annuelle suivante par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient de révision  $C_n$  donné par la formule suivante :

$$C_n = 0,15 + 0,85 (ICHT-IME_n / ICHT-IME_0)$$

Dans laquelle :

- ICHT-IME<sub>n</sub> : valeur de l'indice ICHT-IME Industries mécaniques et électriques au mois n
- ICHT-IME<sub>0</sub> : valeur de l'indice ICHT-IME Industries mécaniques et électriques au mois zéro

Le mois « n » retenu pour chaque révision sera : 4 mois précédant la date d'anniversaire de l'accord-cadre. Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant cette période. Les index de référence I sont publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte de l'accord-cadre suivant la parution de l'index correspondant.

Les prix fixés par l'accord-cadre sont révisibles à la hausse comme à la baisse.

- **Modalités de variation des prix des pièces détachées et des équipements :**

En cas de mise à jour du (des) catalogue(s) des prix tarifs, et à tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, un exemplaire du (des) nouveau(x) catalogue(s) est à adresser systématiquement au service comptable.

Ce nouveau catalogue devient contractuel un mois après sa date de réception par le pouvoir adjudicateur.

Le taux de remise sur tarif public fournisseur et le taux de majoration indiqués au bordereau des prix ne peuvent être revus que s'ils sont plus avantageux pour le pouvoir adjudicateur.

### 4.3 - Clauses de réexamen

#### 4.3.1 – Evolution du périmètre

Le parc du matériel ou équipements à entretenir listés dans l'annexe « descriptif des installations » au CCTP correspond à la situation au jour du lancement de la procédure.

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur peut faire évoluer le périmètre des équipements à maintenir.

En cas de suppression d'un équipement, le coût de la maintenance préventive de l'équipement sera déduit du montant total de l'accord-cadre lors de la facturation. Le coût déduit est calculé au prorata du nombre d'interventions effectuées.

En cas d'ajout d'un équipement, une offre technico-commerciale sera transmise au pouvoir adjudicateur. Cette modification sera contractualisée par avenant, afin d'arrêter les nouveaux prix de maintenance en fonction de la nouvelle composition du parc.

#### 4.3.2 - Clause de variation économique exceptionnelle et circonstances imprévisibles

Conformément à l'article R2194-5 du Code de la Commande Publique, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

En cas de forte fluctuation de prix sur un produit en raison d'éléments conjoncturels (hausse des matières premières par exemple), entraînant une augmentation des prix supérieure à 3 % lors des périodes de reconduction, le titulaire doit :

- ✓ Informer le pouvoir adjudicateur
- ✓ Fournir les éléments de preuve (nationaux et internationaux) justifiant de la crise d'approvisionnement, et plus précisément :
  - Exposer de façon précise et détaillée la demande et son fondement (imprévision, force majeure, etc.),
  - Présenter tous les justificatifs nécessaires, et notamment la preuve que l'achat des matériaux concernés était bien postérieur à la période durant laquelle le prix de ces derniers a augmenté de façon imprévisible (factures fournisseurs),
  - Apporter les éléments justifiant que cet événement a provoqué un déficit d'exploitation (document comptable à l'appui),
  - Prouver que l'évolution de prix global porte sur la part « matière première » et non sur la part « service » qui doit rester stable.

Si la proposition du titulaire ne lui paraît pas acceptable au regard des prix de l'accord-cadre et des indices officiels (INSEE par exemple), le CHUGA peut refuser l'augmentation proposée et résilier l'accord-cadre sans versement d'indemnité au titulaire.

Le pouvoir adjudicateur peut accepter, par avenant, la proposition du titulaire si celle-ci lui paraît acceptable au regard des justificatifs apportés par ce dernier.

Les surcoûts pris en charge par le pouvoir adjudicateur ne peuvent pas faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées à l'article 6 ci-après ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

Le titulaire doit en outre obligatoirement prévenir ce dernier de la fin de la crise d'approvisionnement, et immédiatement répercuter la baisse sur ses prix de vente.

#### 4.3.3- Changement affectant le titulaire en cours d'exécution

Le titulaire s'engage à informer l'établissement support de tout changement affectant :

- La personne ayant qualité pour le représenter (article 2 de l'acte d'engagement) ;
- La forme de l'entreprise ;
- La raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- Son adresse ou son siège social ;
- La cession d'une ou de différentes activités ;
- L'acquisition d'une nouvelle activité ;
- Ses coordonnées bancaires ;
- Toute autre modification ayant un impact sur l'exécution du marché public.

Et lui fait parvenir, le cas échéant, leur numéro SIREN, une photocopie de l'extrait du journal des annonces légales et un RIB.

**Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation et se font sans modification des conditions du marché public. Ces changements seront matérialisés par un avenant en cas de modification majeures (modification du SIRET, opération de restructuration conduisant à la cession du marché, fusion absorption, substitution par un nouveau titulaire, etc. ) ou par un certificat administratif en cas de modifications mineures (changement de raison sociale ou de siège social, changement de RIB etc.).**

#### 4.3.4 – Ajout d'établissement membre en cours d'exécution

En cours d'exécution du contrat, pourront être ajoutés par voie d'avenant, les établissements membres du GHT Alpes-Dauphiné listés ci-dessus en page de garde du présent CCAP s'ils ont un besoin en matière de maintenance préventive et curative des installations et réseaux de distribution de gaz et de détection de gaz.

Les besoins de ces établissements ne pourront dépasser le montant maximum alloué au présent contrat.

Cette adhésion se fera au fur et à mesure des besoins de ces établissements tout au long de la durée de validité du marché.

Le pouvoir adjudicateur informera le fournisseur de son intention de mettre en œuvre cette clause au moins 1 mois avant le début d'exécution souhaité.

La mise en œuvre de cette possibilité fera l'objet d'un avenant qui précisera notamment :

- Les quantités estimatives de l'établissement pour la durée restante du marché ;
- Les modalités d'exécution et de facturation ;
- La date d'entrée dans le contrat.

#### 4.3.5 – Disparition d'un indice de révision des prix

La clause de variation des prix pourra être modifiée soit cas de survenance d'événements pouvant altérer, en cours d'exécution, l'équilibre financier du contrat, soit en cas de disparition d'un indice en cours d'exécution du contrat. Dans ce dernier cas, l'indice de substitution sera celui préconisé par l'INSEE ou, si aucun indice de substitution n'est conseillé, l'indice sera celui issu d'une négociation entre les parties. Cette modification sera formalisée par le biais d'un avenant.

## **5 - Garanties financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **6 - Avance**

### **6.1 - Conditions de versement et de remboursement**

En application des articles R.2191-3 à R.2191-19 du Code de la Commande publique, une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Les taux de l'avance sont fixés comme suit :

- Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la Commande publique, le taux de l'avance mentionnée à l'article R.2191-10 est fixé à 20 % du montant de la commande.
- Lorsque le titulaire n'entre pas dans la catégorie des petites ou moyennes entreprises au sens du Code de la Commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 % du montant de la commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois.
- Lorsque le titulaire n'entre pas dans la catégorie des petites ou moyennes entreprises au sens du Code de la Commande publique et que la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à douze mois, le taux de l'avance est fixé à 10 % du montant de la commande, divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant de la commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

## 6.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## Article 7 – Modalités de règlement des comptes

### 7.1 – Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### 7.2 – Présentation des demandes de paiement

Pour les prestations sans bons de commande mentionnées à l'article 1.4 du présent CCAP, doivent être transmis avec la demande de paiement mensuelle, les éléments de preuve (registre de déchets, ticket de pesé etc.).

Les prestations du marché sont réglées mensuellement à terme échu.

Les demandes de paiement devront être dématérialisées aux termes du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019. Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS et à l'article D.2192- 1 et suivants du Code de la commande publique. A ce titre, elles devront porter les indications suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le numéro du contrat ;
- La désignation du payeur avec l'indicateur du code d'identification du service chargé du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou de réalisation des prestations ;
- Le cas échéant, la quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou de la prestation réalisée ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables et directement liés à l'exécution du contrat ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- Le numéro du code service : DTST\_MAINTENANCE pour le CHUGA (ou mentionné dans bon de commande), voir annexe au CCAP pour les établissements membres)

### 7.3 – Facturation électronique

Le titulaire est tenu de transmettre les demandes de paiement sous forme électronique conformément à l'article 11.8 du CCAG-FCS. Dans le cadre des marchés publics, l'usage de la facturation électronique est devenu obligatoire depuis le 1er janvier 2020. A ce titre, l'Etat les collectivités territoriales et les établissements publics sont tenus d'accepter les factures électroniques.

Pour cela, l'agence pour l'informatique financière de l'Etat (AIFE) a proposé une solution technique mutualisée et gratuite aux entreprises, aux collectivités locales et établissements publics, intitulée **Chorus**

**Pro.** Elle permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

>> *Présentation de la solution Chorus Pro (colloque de l'AIFE) - 08/04/2015 :*

<https://www.economie.gouv.fr/files/ra-aife-2015.pdf>

>> *En savoir plus sur l'ouverture de Chorus Pro :* <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/comment-ouvrir-un-espace/>

Le site Communauté Chorus Pro. (<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>) permet de trouver toutes les informations utiles pour comprendre le fonctionnement de Chorus Pro et choisir le mode de raccordement ou d'utilisation qui conviendra le mieux à votre entreprise.

## 7.4 – Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Remarque : Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG-FCS, en cas d'erreur dans la facturation, le délai de paiement est systématiquement suspendu. Les factures erronées sont rejetées et retournées au titulaire pour correction via le logiciel CHORUS PRO, elles sont accompagnées du motif du refus de mandater du pouvoir adjudicateur (absence de service fait ou partiellement fait, absence de pièces justificatives probantes). Le titulaire doit obligatoirement retourner au service concerné, suivant la même procédure, de nouvelles factures corrigées suivant les observations du pouvoir adjudicateur ou faire parvenir par écrit ses objections aux corrections.

## 7.5 – Paiement des cotraitants

Conformément à l'article 12.1 du CCAG-FCS, en cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Quant aux groupements solidaires, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom de membres du groupement ou du mandataire.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement.

Les autres dispositions de l'article 12.1 du CCAG-FCS s'appliquent au présent contrat.

## 7.6 - Paiement des sous-traitant

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du contrat, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant.

Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant. Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

**Rappel : Le pouvoir adjudicateur doit agréer chaque sous-traitant via le formulaire DC4.**

Tant que ce dernier n'a pas été agréé il ne pourra intervenir sur le site.

## **8 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations doivent être conformes aux stipulations de l'accord-cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Le titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur les installations ou faire état d'une erreur, omission ou imprécision quelconque, pour ne pas exécuter tout ou partie des prestations nécessaires à l'accomplissement de sa mission dans le cadre défini par le contrat.

### **8.1 - Adresses d'exécution**

Les lieux d'intervention et de livraison sont indiqués à l'annexe n°1 du CCAP.

Toutefois, le lieu de livraison ou d'intervention précis est mentionné sur chaque bon de commande.

Mise à disposition d'un local :

Le CHU Grenoble Alpes met à la disposition du titulaire un local sur le site Nord (La Tronche). Ce dernier fait l'objet d'une convention de mise à disposition. Le titulaire s'engage à assurer le local au regard de la réglementation en vigueur.

L'équipement du local par le CHU Grenoble Alpes est défini à l'article 1 du CCTP.

Le CHU Grenoble Alpes effectue en présence du titulaire un état des lieux (entrant et sortant), le cas échéant en présence de l'ancien titulaire.

### **8.2 - Horaires et modalités d'intervention**

Pour les horaires et modalités d'interventions, se référer au CCTP.

### **8.3- Rapports de maintenance**

Les documents à fournir auprès du pouvoir adjudicateur sont développés à l'article 18 du CCTP.

### **8.4 - Personnel du titulaire**

Afin de satisfaire aux obligations de qualité fixées au présent accord-cadre à bons de commande, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à tout moment et sans avoir à en justifier de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie, Les prestations sont exécutées sous la direction du titulaire qui doit se conformer strictement aux prescriptions de chaque pouvoir adjudicateur.

Le titulaire affecte le personnel nécessaire, tant en nombre qu'en qualification, à la bonne exécution de l'accord-cadre. Il assurera notamment la formation du personnel chargé d'exécuter les prestations.

Responsable chargé de représenter le titulaire :

La bonne exécution des prestations suppose que le titulaire affecte un seul responsable chargé de le représenter auprès de l'établissement support du GHT. En particulier, ce responsable assiste aux revues de contrat organisées par l'établissement membre.



L'établissement support se réserve le droit de demander un changement du responsable dans la mesure où celui-ci ne remplit pas correctement ses fonctions à son égard.

### 8.5 - Devoir de conseil

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation de conseil, de mise en garde et de recommandations en termes de sécurité et de mise à l'état de l'art. En particulier il s'engage à informer le représentant de l'établissement membre des risques d'une réparation envisagée, des incidents éventuels ou potentiels, de la mise en œuvre éventuelle d'actions correctives ou de prévention, et de toute nouvelle réglementation.

### 8.6 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire s'engage à informer les personnels intervenant au sein des établissements qu'ils sont tenus au respect de la confidentialité, c'est-à-dire à ne divulguer à l'extérieur aucune information personnelle concernant un patient ou un professionnel qu'ils auraient pu voir, entendre ou comprendre à l'occasion des prestations ou travaux réalisés.

Le personnel de l'entreprise présent dans l'établissement membre du GHT doit obligatoirement porter de façon visible un dispositif d'identification indiquant de façon claire la raison sociale de l'entreprise et le nom de la personne. Toute personne en infraction avec cette règle pourra être reconduite hors du site.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis aux dispositions générales prévues par la législation du travail.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire devra en collaboration avec le représentant du pouvoir adjudicateur établir pour une durée d'une année, un plan de prévention annuel et en respecter les consignes générales d'hygiène et particulières applicables sur tous les sites du CHUGA.

### 8.7 - Organisation de la continuité en cas de changement de prestataire

La continuité de la prestation est une exigence absolue. Ainsi, en cas de changement de titulaire par rapport au précédent marché, l'éventuel nouveau titulaire devra mettre en place l'organisation permettant de satisfaire à cette exigence. La phase de mise en place durera au minimum 1 mois et commencera à compter de la notification de l'accord-cadre (article 20.1 du CCTP).

Le cas échéant, une réunion de concertation entre le pouvoir adjudicateur, l'ancien titulaire et le nouveau titulaire sera organisée pour organiser et planifier la transition, sans que cela n'entraîne de rupture de continuité de service pour les établissements membres du GHT concernés.

### 8.8 - Clause de sortie

Lors de la fin de son contrat, le prestataire s'engage à maintenir en place ses installations le temps nécessaire pour permettre à l'éventuel nouveau prestataire de s'installer dans de bonnes conditions. Ces prestations sont comprises dans l'offre.

### 8.9 - Traitement des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, en cas de traitement de données à caractère personnel et dans le cadre de leurs relations contractuelles, les Parties s'engagent à respecter la réglementation applicable en



matière de traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (RGPD).

Le titulaire met en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles adaptées à l'état des connaissances, au contexte, aux finalités du traitement et aux risques afin de protéger les Données et prendra toutes les précautions nécessaires pour préserver la sécurité, la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité de ces Données, notamment contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisés.

Le titulaire communique au CHU Grenoble Alpes l'ensemble des mesures prises pour garantir la sécurité des Données.

Par ailleurs, le titulaire s'engage, entre autres, à :

- indiquer le type de données personnelles traitées et s'assurer que seules les données strictement nécessaires à la réalisation des prestations objet du présent marché sont traitées ;
- traiter les données nécessaires uniquement à la réalisation des prestations objet du présent marché et conformément aux instructions du CHU Grenoble Alpes. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le CHU Grenoble Alpes ;
- informer le CHU Grenoble Alpes s'il est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché s'engagent à respecter elle-même la confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- en cas de sous-traitance ultérieure, informer préalablement le CHU Grenoble Alpes de toute volonté d'ajout ou de remplacement de sous-traitants. Cette information doit indiquer les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant. Le CHU Grenoble Alpes dispose d'un délai maximum de vingt-et-un jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses observations. La sous-traitance ne peut être effectuée que si le CHU Grenoble Alpes n'a pas émis d'objection pendant ce délai. Il appartient alors au titulaire de s'assurer que le sous-traitant respecte les obligations du présent marché et présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la réglementation sur la protection des données. Le titulaire reste pleinement responsable devant le CHU Grenoble Alpes de l'exécution par le sous-traitant qu'il aura désigné de ses obligations ;
- tenir par écrit un registre des traitements de données à caractère personnel effectués pour le compte du CHU Grenoble Alpes ;
- le cas échéant, aider le CHU Grenoble Alpes pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données et pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle ;
- communiquer au CHU Grenoble Alpes le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du RGPD, et de son responsable de la sécurité des systèmes d'information ;
- indiquer au CHU Grenoble Alpes si le traitement fait l'objet d'un transfert de données hors de l'Union Européenne. Le cas échéant, apporter les éléments de preuve exigés par le RGPD, notamment la

signature des clauses contractuelles types de la commission européenne concernant un transfert de données dans un pays ne remplissant pas les garanties adéquates. Le titulaire doit fournir le nom et les coordonnées directes du DPO ou Référent à la Protection des Données à Caractère Personnel ;

- informer le CHU Grenoble Alpes en cas de violation des données personnelles, par mail à l'adresse [protection-donnees@chu-grenoble.fr](mailto:protection-donnees@chu-grenoble.fr), dans un délai maximum de 48h après en avoir eu connaissance.

## 9 - Constatation de l'exécution des prestations

### 9.1 - Vérifications

Au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, le représentant du pouvoir adjudicateur effectue les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives simples conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Quant aux opérations de vérifications quantitatives et qualitatives approfondies, elles sont effectuées par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 28.2 du CCAG-FCS.

Si l'une de ces vérifications révèle une anomalie altérant la sécurité des personnes, il peut être procédé à l'arrêt de la partie de la prestation concernée.

Dans le cas où ces immobilisations sont la conséquence d'une défaillance du titulaire, les pénalités sont appliquées dans les conditions définies à l'article 11 du présent CCAP.

### 9.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Le titulaire de l'accord-cadre remet un rapport d'intervention dans les conditions prévues à l'article 18 du CCTP.

## 10 - Garantie des prestations

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an dont le point de départ est la notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

## 11 - Pénalités

Toutes les pénalités mentionnées s'appliquent par jour calendaire et sont cumulables, mais sont plafonnées à 20% du montant HT de la facture sur laquelle doit s'appliquer les pénalités.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur peut décider de cumuler l'ensemble des pénalités (limitée à 20% des factures) et les facturer en fin de contrat. Cette disposition ne s'applique pas pour l'exécution aux frais et risques du titulaire, ce dernier devant supporter l'intégralité du surcoût.

### 11.1 - Pénalités pour retard

#### Maintenance préventive :

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 300€.

Le retard sera apprécié par rapport aux périodicités de maintenance fixées à l'article 21 du CCTP.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai d'exécution est dépassé.

#### Maintenance corrective :

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de retard de l'intervention sur site dans le cadre de la maintenance corrective, il est appliqué une pénalité de 500€ par heure de retard.  
Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, l'heure suivant celle où le délai d'exécution est dépassé.

### 11.2 - Pénalités de retard pour défaut de présentation des documents

Tout retard de présentation des documents mentionnés au CCTP entraîne une pénalité de 100€ par jour calendaire de retard par document, après mise en demeure de produire sous 7 jours calendaires le(s) document(s).

### 11.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'établissement membre du GHT applique une pénalité correspondant à 10% du montant de l'accord-cadre à bons de commande au moment de l'application de la pénalité.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 11.4 - Pénalité pour non déclaration de sous-traitants

Après mise en demeure par le pouvoir adjudicateur (par tout moyen avec date certaine de réception), il sera appliqué au titulaire une pénalité égale à 100€ par jour calendaire de retard.

Rappel : L'établissement support doit agréer chaque sous-traitant. Tant que ce dernier n'a pas été agréé, il ne pourra intervenir sur le site.

## 12 - Exécution aux frais et risques du titulaire

Dans l'hypothèse où le titulaire se voit dans l'impossibilité de livrer tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au contrat, par dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'adresser à un autre opérateur économique, aux frais et risques du titulaire défaillant sans résilier l'accord-cadre de ce dernier et de lui en faire supporter l'éventuel surcoût.

S'il n'est pas possible pour le pouvoir adjudicateur de se procurer, dans les conditions qui lui conviennent, des prestations conformes à celles dont l'exécution est prévue au contrat, il peut y substituer des prestations jugées équivalentes. Le pouvoir adjudicateur pourra également choisir de se substituer de plein droit au titulaire défaillant (exemple : facturation coût ETP).

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement aux choix de substitution ni à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## 13 - Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre à bons de commande et avant tout commencement d'exécution, le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil.

Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'établissement support et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## 14 - Résiliation du contrat

### 14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS, à l'exception des suivantes :

- En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par l'établissement support, le titulaire ne perçoit pas d'indemnité.
- Par application de l'article L. 2195-4 du Code de la commande publique modifié par la loi n°2020-1525 dite loi ASAP, il ne pourra pas être procédé à la résiliation unilatérale du marché public au seul motif que le titulaire est admis à une procédure de redressement judiciaire conformément à l'article L.631-1 du code du commerce, sous réserve des hypothèses de résiliation de plein droit prévues au III de l'article L.622-13 du Code du commerce.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, l'accord-cadre sera résilié aux torts du titulaire.

### 14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché public.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du contrat. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée à l'opérateur économique titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché public est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou de l'opérateur économique titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché public, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour l'opérateur économique titulaire, à aucune indemnité.

Par application de l'article L.2195-4 du CCP modifié par la loi n°2020-1525 dite loi ASAP, il ne pourra pas être procédé à la résiliation unilatérale du marché au seul motif que le titulaire est admis à une procédure de redressement judiciaire conformément à l'article L.631-1 du code du commerce, sous réserve des hypothèses de résiliation de plein droit prévues au III de l'article L.622-13 du code du commerce.

## 15 - Règlement des litiges et langues

En aucun cas pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et l'opérateur économique titulaire, ne peuvent être invoquées par ces derniers comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

Les parties s'efforcent de régler par voie amiable les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution du marché public ou relatif à l'interprétation des stipulations du contrat.

Tout différend entre le titulaire et le maître d'ouvrage ou entre le titulaire et le maître d'œuvre doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire est notifié au maître d'ouvrage et adressé en copie au maître d'œuvre dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu. Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit sous peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

L'instance chargée de ce règlement amiable est la CCIRA de Lyon domiciliée au :

DREETS Auvergne Rhône Alpes

Tour Swiss Life

1 Boulevard Vivier Merle,

69443 Lyon Cedex 03

Lorsque le maître d'ouvrage et le titulaire ne parviennent pas à régler leur différend à l'issue de la procédure décrite ci-dessus, ils privilégient le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues par le code de la commande publique. En cas de litige le différend entre l'opérateur économique titulaire et le pouvoir adjudicateur se règle par la saisine du Tribunal administratif de Grenoble, seul compétent.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

## **16 - Promotion du développement durable**

Le CHU Grenoble Alpes, établissement support du GHT Alpes-Dauphiné, est engagé dans des démarches de promotion du développement durable. L'établissement a marqué son engagement en signant la charte d'engagement des partenaires du Plan Air Energie Climat de l'agglomération grenobloise.

Le Plan Air Énergie Climat est une démarche volontaire pour répondre aux enjeux globaux de l'énergie et du climat, et à l'enjeu local de l'amélioration de la qualité de l'air, avec des ambitions affirmées et partagées par les acteurs du territoire.

Le Plan Air Énergie Climat se fixe les objectifs suivants, aux horizons 2030 et 2050 à l'horizon 2050 :

- À l'horizon 2030 :
  - Diminuer de 50 % les émissions de gaz à effet de serre.
  - Diminuer de 40 % les consommations d'énergie par habitant.
  - Atteindre une production d'énergie renouvelable sur le territoire de 30% par rapport à la consommation énergétique totale.
- À l'horizon 2050 :
  - Atteindre le facteur 4 pour les émissions de gaz à effet de serre, soit une division par 4 des émissions.

- Diviser par 2 les consommations d'énergie.

### **LES OBJECTIFS :**

	Emissions GES	Consommation d'énergie/ habitant	Production d'énergie renouvelable (part de la production locale dans la consommation du territoire)	Emissions PM10	Emissions NOx
A l'horizon 2030	-50%	-40%	30%		
A l'horizon 2040		-50%			
A l'horizon 2050	-75%	-60%			

Pour atteindre ces objectifs, Le Plan Air Énergie Climat est structuré autour de 6 axes d'action :

- Axe 1 : aménager le territoire pour consommer moins et s'adapter au changement climatique.
- Axe 2 : diminuer la dépendance de l'habitat aux énergies fossiles en améliorant la qualité thermique des logements.
- Axe 3 : se déplacer plus sobrement en préservant la qualité de l'air.
- Axe 4 : consommer et produire localement en limitant l'impact sur l'environnement.
- Axe 5 : réduire l'impact du patrimoine et des services.
- Axe 6 : mobiliser les acteurs pour construire ensemble la transition énergétique.

## **17 – Mode de transport dans la métropole grenobloise en raison de la mise en place de la ZFE**

La Zone à Faibles Émissions (ZFE), (ex-Zone à Circulation Restreinte) vise à améliorer la qualité de l'air dans la métropole grenobloise en réservant l'accès à la circulation des véhicules utilitaires et poids lourds les moins polluants dans le centre-ville de Grenoble et, depuis le 2 mai 2019, dans 10 communes supplémentaires ainsi que le campus.

Sur son périmètre, seuls les véhicules utilitaires et poids lourds à faibles émissions seront autorisés à circuler à horizon 2025. Le périmètre de la ZFE est élargi depuis février 2020 à 17 communes supplémentaires, ce qui nous amène à un total de 27 communes concernées (*Bresson, Champagnier, Champ-sur-Drac, Claix, Corenc, Échirolles, Eybens, Fontaine, Gières, Grenoble, Jarrie, La Tronche, Meylan, Montchaboud, Noyarey, Poizat, Pont-de-Claix, Quaix-en-Chartreuse, Saint-Égrève, Saint- Martin-d'Hères ainsi que le Domaine Universitaire, Saint-Martin-le-Vinoux, Sassenage, Seyssinet-Pariset, Seyssins, Varcès, Venon, Veurey-Voroise*).

Qui est concerné ?

Les véhicules utilitaires légers et les poids lourds (catégorie N sur la carte grise) les plus polluants sont concernés par la ZFE, que leur usage soit professionnel ou personnel. Ces derniers sont identifiés par le système des Certificats Qualité de l'Air (ou vignettes Crit'air).

Les classes de véhicules utilitaires légers et poids lourds interdites seront peu à peu élargies au fur et à mesure de l'évolution du dispositif.

Calendrier :

- À ce jour, l'interdiction de stationnement et de circulation dans ces communes concerne les véhicules utilitaires et poids lourds Crit'Air 3, 4 et 5.

- Initialement prévue en juillet 2025, l'interdiction des Crit'Air 2 est en cours de report pour le mois de juillet 2028.

A cette échéance, l'accès à la ZFE sera réservé aux véhicules utilitaires légers et poids lourds équipés de vignettes Crit'Air 1 et Électrique.

Afin d'obtenir plus de détails, ci-après accès au site internet de Grenoble-Alpes-Métropole :

<https://www.lametro.fr/761-la-zone-a-faibles-emissions.htm>

Les renseignements sur la ZFE pour les véhicules particuliers sont disponibles ici :

<https://zfe.grenoblealpesmetropole.fr/>

## 18 - Dérogations

Des dérogations au CCAG-Fournitures courantes et services ont été apportées aux articles suivants :

- L'article 1.2 du CCAP déroge à l'article 3.7 du CCAG-FCS ;
- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS ;
- L'article 3.3 du CCAP déroge à l'article 13.3.1 du CCAG-FCS ;
- L'article 6.1 du CCAP déroge à l'article 11 du CCAG-FCS ;
- L'article 7.3 du CCAP déroge à l'article 11.6 du CCAG-FCS ;
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS ;
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG-FCS ;
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 45.1 du CCAG-FCS ;
- L'article 14.1 du CCAP déroge aux articles 38 al.2 et 39.2 al.1 du CCAG-FCS.

Toutes les dispositions du CCAG-FCS non-contredites par les stipulations du présent CCAP sont applicables au présent accord-cadre à bons de commande.